

En bref

Assurer une continuité dans la prise en charge

Une convention vient d'être signée entre la fondation *Hëllef Doheem* et le centre hospitalier de Luxembourg (CHL). Celle-ci a formalisé un partenariat déjà mis en place depuis plusieurs années et dont l'objectif est de profiter des compétences complémentaires des deux prestataires afin d'offrir aux patients un service de qualité tant au niveau médical que soignant. Plus concrètement, cette convention a pour but de faciliter le passage des patients de leur domicile à l'hôpital et l'inverse. Sans que le patient ne soit pour autant obligé de recourir à un prestataire en particulier. Lors de la signature, la fondation était représentée par son président Paul-Henri Meyers et son directeur général Robert Theissen, tandis que le CHL était représenté par son président Paul Mousel et son directeur, le docteur André Kerschen.

Le Collectif Réfugiés s'inquiète

Les associations membres du Collectif Réfugiés se sentent préoccupées par la situation actuelle des minorités ethniques du Kosovo présentes au Luxembourg. Ainsi, le Collectif Réfugiés s'oppose fermement à tout retour au Kosovo dans les cas où la sécurité n'est pas assurée. «Il est inadmissible d'envisager le retour de personnes dont la vie est en danger au Kosovo même si les autorités kosovares acceptent ce retour», notent-ils dans une lettre ouverte adressé au formateur Jean-Claude Juncker. L'association estime encore que la durée de présence au Luxembourg et l'intégration des minorités ethniques originaires du Kosovo devraient être davantage prises en considération lorsque des retours sont décidés.

Secteur d'aide et de soins

«Deux conciliations ont échoué et aucun accord n'est en vue»



La salle était pleine à craquer à la maison du peuple

(Photo: Marc Wilwert)

Près de 250 personnes ont manifesté avant-hier à la maison du peuple, à Esch-sur-Alzette.

Leurs revendications: d'une part, une revalorisation des carrières pour les infirmiers et les éducateurs dans le secteur des soins de santé, et d'autre part un changement de convention collective afin que les 12.000 personnes travaillant selon les conditions de la convention du secteur des soins de santé (SAS)

bénéficient de la convention de l'entente des hôpitaux (EHL), considérée comme plus avantageuse.

«La convention SAS a échoué», déclare Nora Back, de l'OGB-L. «Nous sommes en conflit avec les directions des maisons de soins depuis janvier. Nous sommes allés deux fois en conciliation, et aucun accord n'est en vue.»

■ FP

L'Association des professeurs de français du Luxembourg s'oppose aux projets du futur gouvernement

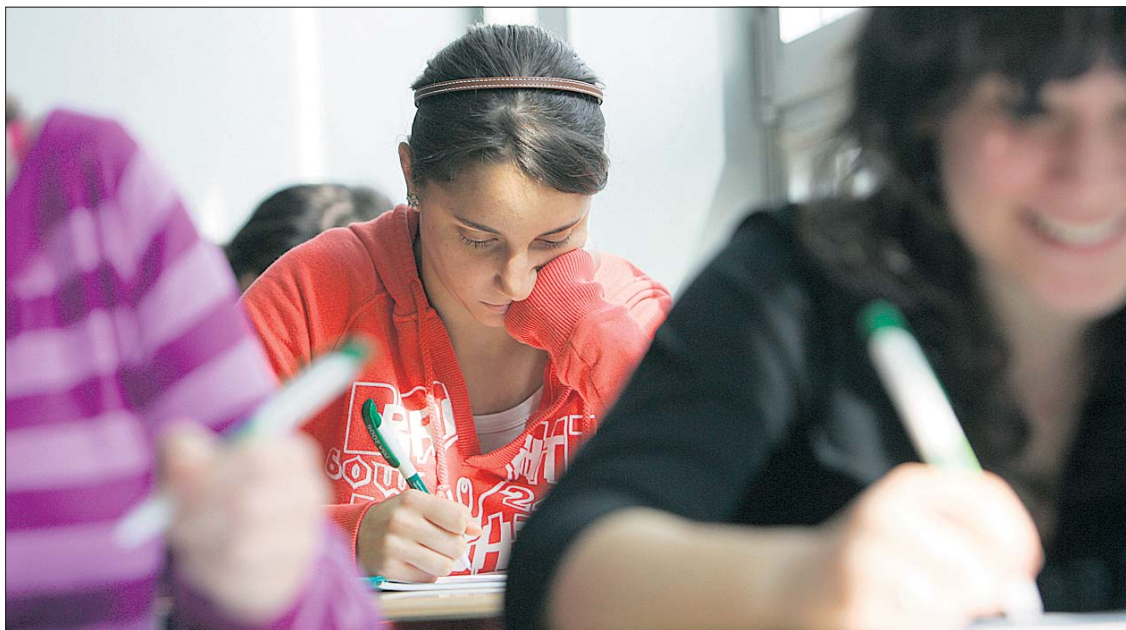
Le mensonge du trilinguisme

Après la FEDUSE, branche de la CGFP, l'Association des professeurs de français du Luxembourg s'insurge elle aussi contre les plans du prochain gouvernement qui visent à alléger les exigences linguistiques des élèves. L'association dénonce le mythe selon lequel les élèves devraient maîtriser parfaitement le français, l'allemand et l'anglais pour passer leur bac et s'oppose fermement à une option «français ou allemand deuxième langue», craignant l'abandon du trilinguisme.

■ «Jean Asselborn a dit qu'il fallait être brillant dans les trois langues pour obtenir son bac, ce n'est pas vrai, il est tout à fait possible de réussir son lycée sans les maîtriser toutes les trois», dénonce Jean-Claude Frisch, président de l'Association des professeurs de français, ce qu'il qualifie de «mensonge du trilinguisme».

Et d'expliquer que dans l'enseignement classique, les élèves des sections scientifiques et artistiques (B, C, E et F) peuvent laisser tomber une langue en classe de première. De même, dans les lycées techniques, cette possibilité existe à partir des classes de 12^e (technique général et paramédical) voire de 10^e (régime du technicien). Sans oublier la possibilité de compenser jusqu'à deux notes insuffisantes. De quoi fissurer fortement l'image des jeunes Luxembourgeois parfaits trilingues.

«Nous avons atteint un certain équilibre entre les trois lan-



Inutile d'exceller à la fois en allemand, français et anglais pour obtenir son baccalauréat rappelle l'APFL, craignant qu'une vision de l'enseignement trop éloignée de la réalité ne cause en fin de compte la fin du trilinguisme (Photo: Guy Wolff)

gues et il ne faut pas le remettre en cause», poursuit Jean-Claude Frisch, redoutant que la renonciation au trilinguisme, en instaurant par exemple un «français deuxième langue», n'opère une scission au sein de la société. L'APFL craint en effet qu'une filière «allemand première langue» ne devienne une voie de garage, étant perçue comme une voie plus facile tandis que ceux qui opteraient pour le français seraient issus de milieux sociaux plus favorisés dont les parents obligeraient leurs enfants à prendre la filière, conscient de l'importance de la langue de Molière en vue d'intégrer le marché de l'emploi.

A quoi s'ajoute la perte d'un grand atout: la possibilité de choisir son université dans le

pays de son choix: «C'est notre chance et nous sommes fiers de pouvoir envoyer nos élèves dans toutes les universités. Or, ici on se bloque des possibilités. Un étudiant en médecine serait par exemple obligé d'aller en Allemagne et non en France s'il n'a pas eu les cours de français nécessaires auparavant».

Sans oublier l'avantage que constitue la maîtrise des trois langues sur le marché de l'emploi luxembourgeois, où le trilinguisme est généralement le meilleur atout des Luxembourgeois face aux jeunes frontaliers, qu'ils soient allemands, français ou belges.

L'APFL demande dès lors à être consultée en vue de la réforme de l'enseignement secondaire qui rappelle qu'elle est à

l'origine de l'introduction des épreuves orales: «Aujourd'hui, nous sommes perçus comme si nous freinions toutes les initiatives tout le temps, ce n'est pas le cas. Mais il faut se poser la question »qu'est-ce que le Luxembourg peut proposer à part son trilinguisme?»

Et Jean-Claude Frisch de critiquer l'attitude affichée par le gouvernement depuis les résultats des études PISA: «Depuis tout a été remis en question. Mais notre enseignement n'est pas si mal. Quand l'OCDE critique notre système scolaire, on est prêt à abandonner un acquis essentiel, mais quand l'OCDE critique notre système bancaire, c'est nous qui critiquons l'OCDE...»

■ Nicolas Anen

Stand de l'UNICEF dans la Grand-Rue à Luxembourg

Été rime avec solidarité

Le comité luxembourgeois de l'UNICEF a organisé hier dans la Grand-Rue de Luxembourg un stand destiné à promouvoir son opération *Face to face* ainsi qu'à présenter la gamme de produits qui servent à soutenir ses projets dans le monde entier.

■ Il s'agissait d'une grande première hier pour le comité luxembourgeois de l'UNICEF et son stand d'été dans la Grand-Rue de la capitale.

«Dans le cadre de notre opération *Face to face* qui existe depuis trois ans, nous avons décidé d'ériger ce stand afin de mieux informer les gens sur cette dernière», explique Paul Heber, chargé de communication pour le comité luxembourgeois de l'UNICEF, «nous cherchions également un moyen plus interactif pour sensibiliser les gens à nos actions».

L'action *Face to face* consiste à recruter des donateurs réguliers au cours des mois d'été. Pour cela, une équipe de quatorze col-



Un stand destiné à sensibiliser petits et grands

(Photo: Anouk Antony)

laborateurs sillonnera le pays et sera présente à différentes foires et salons.

«Nos jeunes ont été formés et ne s'adressent pas aux gens en leur réclamant de l'argent comme ont pu le faire de faux collaborateurs quelques mois auparavant», explique Paul Heber.

En effet, des personnes malveillantes ont récemment récolté des fonds pour leur propre compte en prétextant travailler pour l'UNICEF.

«Notre stand d'été permet également de remettre les choses au clair et de rassurer les gens», conclut Paul Heber.

■ Ch.L